

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil technique dentaire joint en annexe est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Annexe à l'arrêté royal du 12 mai 2011
portant approbation du règlement
d'ordre intérieur du Conseil technique dentaire

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR
DU CONSEIL TECHNIQUE DENTAIRE

DE LA CONVOCATION

Article 1^{er}. Le Conseil technique dentaire se réunit sur convocation du président soit à son initiative, soit à la requête du Comité de l'assurance, soit à la demande de trois membres effectifs au moins.

Lorsqu'au moins trois membres effectifs souhaitent convoquer une réunion, ils adressent leur demande par écrit ou par e-mail au président en mentionnant l'objet de la réunion. Celle-ci aura alors lieu dans les dix jours ouvrables qui suivent cette demande, sur la base d'une invitation mentionnant l'objet de la réunion.

Article 2. Tous les membres effectifs et suppléants sont convoqués par écrit et par e-mail, l'invitation écrite est signée par le président, soit par le secrétaire, soit par le secrétaire adjoint en l'absence du secrétaire.

En vue du traitement de certains problèmes techniques, le Conseil ou son président peut toutefois inviter en séance toute personne susceptible de l'informer.

Les convocations écrites en vue de la réunion de même que les documents sont envoyés au moins quatre jours ouvrables avant la date de la réunion. Cette date est fixée lors de la dernière réunion.

Les documents qui ne sont disponibles qu'après cette date d'expédition et jusqu'au jour précédent la réunion, sont exclusivement envoyés par courrier électronique.

En cas d'urgence, le président peut convoquer le Conseil sans délai.

DU SIEGE

Article 3. Les réunions ont lieu au siège de l'INAMI, Service des soins de santé, avenue de Tervueren 211, à 1150 Bruxelles ou en tout autre endroit décidé par le Conseil ou le président.

Les réunions ne sont pas publiques. Les membres du Conseil, les éventuels invités et les agents du l'INAMI qui assistent aux réunions sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents traités et des délibérations.

Article 4. Le Conseil siège valablement lorsqu'au moins la moitié des membres au moins sont présents.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijk Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Technische Tandheeskundige Raad wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage bij het koninklijk besluit van 12 mei 2011
tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van de Technische Tandheeskundige Raad

HUISHOUDELIJK REGLEMENT
VAN DE TECHNISCHE TANDHEELKUNDIGE RAAD

BIJENROEPING

Artikel 1. De Technische tandheeskundige raad komt samen op uitnodiging van de voorzitter, hetzij op diens initiatief, hetzij op verzoek van het Verzekeringscomité, hetzij op vraag van ten minste drie effectieve leden.

Wanneer ten minste drie effectieve leden een vergadering wensen bijeen te roepen, richten zij hun vraag schriftelijk of per e-mail aan de voorzitter met vermelding van het onderwerp van de vergadering. De vergadering heeft dan plaats binnen de tien werkdagen na het verzoek, op basis van een uitnodiging die het onderwerp van de vergadering vermeldt.

Artikel 2. Alle werkende en plaatsvervangende leden worden schriftelijk en per e-mail uitgenodigd; de schriftelijke uitnodiging wordt ondertekend hetzij door de voorzitter, hetzij door de secretaris, hetzij door de adjunct-secretaris in afwezigheid van de secretaris.

De Raad of haar voorzitter kan evenwel, met het oog op het behandelen van bijzondere technische problemen, ieder persoon van wie hij oordeelt dat hij hem kan voorlichten, ter vergadering uitnodigen.

De schriftelijke uitnodigingen voor de vergadering alsook de documenten worden verzonden ten laatste vier werkdagen vóór de datum van de vergadering. Deze datum wordt vastgelegd tijdens de laatste vergadering.

Documenten die na deze verzending tot op de dag vóór de vergadering beschikbaar zijn, worden enkel elektronisch verstuurd.

De Voorzitter mag in geval van hoogdringendheid de Raad bijeenroepen zonder uitstel.

ZETEL

Artikel 3. De vergaderingen worden gehouden op de zetel van het RIZIV, Dienst voor geneeskundige verzorging, Tervurenlaan 211, te 1050 BRUSSEL of op elke andere plaats waartoe door de Raad of voorzitter wordt besloten.

De vergaderingen zijn niet openbaar. De leden van de Raad, de eventuele genodigden en de agenten van het RIZIV die de zittingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijk karakter van de behandelde documenten alsmede van de beraadslagingen te eerbiedigen.

Artikel 4. De Raad houdt deugdelijk zitting indien ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

Article 5. Les travaux du Conseil sont conduits par son président; en cas d'empêchement du président ses prérogatives sont exercées par le président suppléant et en cas d'empêchement de ce dernier, la séance est présidée par le doyen du Conseil.

DE L'ORDRE DU JOUR

Article 6. L'ordre du jour des séances est fixé par le Conseil ou, en cas d'urgence, par le président et figure sur la convocation.

Cependant, dans le cas où une réunion est convoquée à la demande de trois membres effectifs au moins, l'ordre du jour doit contenir l'objet de cette demande.

Seules les questions reprises à cet ordre du jour sont discutées; l'ordre de leur examen pouvant en être modifié si la majorité des membres et/ou le président en exprime le vœu.

Le Conseil peut toutefois décider à la demande d'un membre et dans les conditions prévues dans la rubrique « votes », de mettre en discussion un problème non annoncé par l'ordre du jour.

DES VOTES

Article 7. Seuls les membres effectifs et les membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents ont une voix délibérative. Un membre suppléant ne vote que si un membre effectif au sein de ce même groupe de représentants est absent. Le président n'a pas de voix délibérative. Par la notion de « groupe », il faut entendre une organisation professionnelle représentative ou un organisme assureur ou une université.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres qui participent au vote, où il n'est pas tenu compte des abstentions.

En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

Article 8. En cas d'extrême urgence, le président est autorisé à consulter les membres par écrit ou par e-mail. Le secrétariat du Conseil est chargé de cette consultation. Le délai de réponse est fixé par le président et ne peut être inférieur à quatre jours ouvrables. Lorsque deux ou plusieurs membres à voix délibérative dans ce délai de réponse communiquent qu'ils refusent une consultation écrite, le point concerné est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

DU SECRETARIAT ET DES PROCES-VERBAUX

Article 9. Le secrétaire et le secrétaire-adjoint constituent ensemble le secrétariat. Ils sont désignés par le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé de l'I.N.A.M.I.

Le secrétariat est chargé de la réservation des salles de réunion, de l'envoi des invitations par lettre et par e-mail, de tous les aspects relatifs à l'organisation pratique de la réunion et de la rédaction des procès-verbaux des séances.

Article 10. Le projet de procès-verbal d'une séance est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion et soumis pour approbation pour autant qu'il ait été adressé aux membres au quatre jours avant la date de cette réunion. Dans le cas contraire, l'examen en vue de son approbation est reporté à la séance immédiatement ultérieure.

Sauf, lorsqu'il est fait appel à la procédure écrite de l'article 8, les décisions prises et les avis émis au cours d'une réunion ne deviennent exécutoires qu'après approbation du projet de procès-verbal de cette réunion.

DU FONCTIONNEMENT DES GROUPES DE TRAVAIL

Article 11. Le Conseil peut constituer en son sein, des groupes de travail qu'il charge de l'étude préalable d'un problème mis à l'ordre du jour. Les résultats de ces examens sont transmis via le procès-verbal à l'ensemble du Conseil technique dentaire.

Le président de chaque groupe de travail est désigné par le Conseil technique dentaire sur proposition du groupe de travail.

Tous les membres du Conseil peuvent participer aux travaux des différents groupes de travail.

Le fonctionnement de ces groupes de travail est le même que celui du Conseil technique dentaire en ce qui concerne le secrétariat et l'agenda des réunions.

Chaque groupe de travail peut inviter des experts.

Artikel 5. De werkzaamheden van de Raad worden door zijn voorzitter geleid; in geval van verhindering van de voorzitter worden diens prerogatieven uitgeoefend door de plaatsvervangend voorzitter en in geval van verhindering van deze laatste door het oudste lid in jaren van de Raad.

AGENDA

Artikel 6. De agenda van de vergaderingen wordt vastgesteld door de Raad of, in geval van dringende, door de voorzitter en wordt opgenomen in de uitnodigingsbrief.

Wanneer evenwel een vergadering wordt bijeengeroepen op verzoek van ten minste drie effectieve leden, herneemt de agenda in elk geval de punten van het verzoek.

Alleen de aangelegenheden welke op de agenda zijn ingeschreven worden besproken; de volgorde van de behandeling ervan kan worden gewijzigd indien de meerderheid van de leden en/of de voorzitter daartoe de wens uitdrukt.

De Raad mag echter, op verzoek van een lid en onder de in de rubriek « stemmingen » bepaalde voorwaarden, beslissen een punt in bespreking te brengen dat niet op de agenda voorkomt.

STEMMINGEN

Artikel 7. Alleen de werkende leden en de plaatsvervangende leden die ze vervangen binnen dezelfde groep van de vertegenwoordigers zijn stemgerechtigd. Een plaatsvervangend lid stemt enkel indien een werkend lid binnen dezelfde groep van de vertegenwoordigers afwezig is. De voorzitter is niet stemgerechtigd. Met het begrip « groep » wordt bedoeld een representatieve beroepsorganisatie of een verzekeringsinstelling of een universiteit.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen, waarbij geen rekening wordt gehouden met de onthoudingen.

Bij gelijkheid van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Artikel 8. In geval van hoogdringendheid is de voorzitter gemachtigd om de leden schriftelijk of per e-mail te raadplegen. Het secretariaat van de Raad is belast met die raadpleging. De antwoordtermijn wordt vastgelegd door de voorzitter en mag niet minder dan 4 werkdagen bedragen. Wanneer twee of meerdere stemgerechtigde leden binnen deze antwoordtermijn meedelen dat ze een schriftelijke raadpleging weigeren, wordt het betrokken punt op de agenda geplaatst van de eerstkomende zitting van de Raad.

SECRETARIAAT EN NOTULEN

Artikel 9. De secretaris en de adjunct-secretaris vormen samen het secretariaat. Zij worden aangewezen door de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V.

Het secretariaat is belast met de reservering van de vergaderzalen, de verzending van de uitnodigingen per brief en per e-mail, alle aspecten met betrekking tot de praktische organisatie van de vergadering en het opstellen van de notulen ervan.

Artikel 10. Het ontwerp van de notulen van een vergadering wordt op de volgende vergadering geagendeerd en ter goedkeuring voorgelegd in zoverre ze ten minste vier dagen vóór de dag van die vergadering aan de leden zijn gezonden. Zoniet, wordt het onderzoek met het oog op de goedkeuring ervan verdaagd tot de eerste daarop volgende vergadering.

Behalve wanneer de schriftelijke procedure uit artikel 8 gehanteerd wordt, zijn de tijdens een vergadering getroffen beslissingen en uitgebrachte adviezen pas uitvoerbaar na de goedkeuring van het ontwerp van de notulen van deze vergadering.

WERKING VAN DE WERKGROEPEN

Artikel 11. De Raad kan in zijn schoot werkgroepen instellen die hij belast met het voorafgaand onderzoek van een probleem dat op de agenda staat. De resultaten van deze onderzoeken worden via de notulen overgemaakt aan de voltallige Technische tandheelkundige raad.

De voorzitter van elke werkgroep wordt aangeduid door de Technische tandheelkundige raad, op voorstel van de werkgroep.

Alle leden van de Raad kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de verschillende werkgroepen.

De werking van de werkgroepen is dezelfde als deze van de Technische tandheelkundige raad voor wat betreft het secretariaat en de agendering van de vergaderingen.

Elke werkgroep mag deskundigen uitnodigen.

Article 12. Le Conseil créé en son sein des groupes de travail restreints qui sont chargés de formuler des avis relatifs aux demandes individuelles d'intervention de l'assurance sur lesquelles le Conseil doit se prononcer conformément à la nomenclature des prestations de santé.

Le Conseil désigne les membres et le président des groupes de travail restreints parmi ses membres.

Le Conseil technique dentaire choisit au moins deux experts médecins spécialistes en stomatologie qui auront pour compétence, à la demande du Conseil technique dentaire, de traiter les problèmes concernant les prothèses 317295-317306 dans le groupe de travail érigé à cet effet. Ces experts peuvent à tout moment être relevés de leur tâche par le Conseil technique dentaire.

Les avis de ces groupes de travail restreints sont soumis au Conseil pour approbation. En cas d'extrême urgence une consultation écrite ou électronique peut avoir lieu conformément à l'article 8 en vue de l'approbation de ces avis.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 mai 2011 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil technique dentaire.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Artikel 12. De Raad richt in zijn schoot beperkte werkgroepen op die worden belast met het formuleren van adviezen betreffende de individuele aanvragen voor verzekeringstegemoetkoming, waarover de Raad zich conform de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen dient uit te spreken.

De Raad duidt de leden en de voorzitter van de beperkte werkgroepen aan onder zijn leden.

De Technische tandheelkundige raad kiest minstens twee experts geneesheren-specialisten inzake stomatologie die de bevoegdheid hebben om, in opdracht van de Technische tandheelkundige raad, in de daarvoor opgerichte werkgroep, de problemen te behandelen betreffende de prothesen 317295-317306. Die experts kunnen op elk moment door de Technische tandheelkundige raad van hun taak worden ontheven.

De adviezen van deze beperkte werkgroepen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad. In geval van hoogdringendheid kan er overeenkomstig art. 8 een schriftelijke of elektronische raadpleging plaatsvinden voor de goedkeuring van deze adviezen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 mei 2011 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Technische tandheelkundige Raad.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2011 — 1492

[C — 2011/22200]

20 MAI 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'alimentation entérale par sonde

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 34, alinéa 1^{er}, 19^o, remplacé par la loi du 24 décembre 1999, l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 10 août 2001 et modifié par les lois des 22 août 2002 et 5 août 2003, l'article 35, § 2, alinéa 2, et l'article 37, § 14bis, remplacé par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'alimentation entérale par sonde, notamment l'article 1^{er}, § 2, C;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 1^{er} septembre 2010;

Vu l'avis du Comité de l'Assurance des Soins de Santé, donné le 6 septembre 2010;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2010;

Vu l'accord du secrétaire d'Etat au budget, donné le 24 décembre 2010;

Vu l'avis 49.273/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 4, point C, de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'alimentation entérale par sonde modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 2009, est remplacé par la disposition suivante :

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2011 — 1492

[C — 2011/22200]

20 MEI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van enterale voeding via sonde

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 34, eerste lid, 19^o, vervangen bij de wet van 24 december 1999, artikel 35, § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002 en 5 augustus 2003, artikel 35, § 2, tweede lid, en op artikel 37, § 14bis, vervangen bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van enterale voeding via sonde, inzonderheid op artikel 1, § 2, C;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 1 september 2010;

Gelet op het advies van het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging, gegeven op 6 september 2010;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor begroting gegeven op 24 december 2010;

Gelet op het advies 49.273/2 van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, § 4, punt C, van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van enterale voeding via sonde gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2009, wordt vervangen als volgt :